

Convention collective
EXPLOITATIONS AGRICOLES
(GIRONDE)
(1^{er} avril 2004)

(Etendue par arrêté du 13 août 2004,
Journal officiel du 4 septembre 2004)

AVENANT N° 4 DU 9 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597217M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Gironde ;

La fédération départementale des CUMA de la Gironde ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire de la Gironde CFDT ;

L'union départementale des syndicats FO de la Gironde ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

L'union départementale des syndicats CGT de la Gironde ;

L'union départementale des syndicats CFTC de la Gironde,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 59 intitulé « Garantie incapacité temporaire de travail » de la convention collective de travail est modifié comme suit :

« A l'expiration des droits à garantie de ressources prévue à l'article 58, en cas de poursuite ou de nouvel arrêt de travail résultant de maladie ou d'accident, le salarié bénéficie, aussi longtemps que dure le versement des indemnités journalières légales, d'indemnités complémentaires, de sorte que l'indemnisation globale soit égale à 75 % du salaire des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Toutefois lorsqu'au cours de cette période de référence, le salarié a vu sa rémunération modifiée soit du fait d'un changement de coefficient ou du taux horaire, soit du fait d'une modification contractuelle de son temps de travail, le salaire pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires est celui résultant de cette modification.

En cas de nouvel arrêt de travail sans rapport avec l'affection précédente, donnant lieu à l'application de la carence légale, les indemnités du présent article ne sont versées qu'à l'expiration d'un délai de carence de 10 jours.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité, c'est-à-dire le salaire net qu'il aurait perçu s'il avait travaillé.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant à la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet au 1^{er} janvier 2006.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)